

Contact : Laurent POUZIN
Téléphone : 05 46 39 64 78
Télécopie : 05 46 05 60 34
Courriel : Laurent.pouzin@fleuve-seudre.fr
N/Réf. : 20220507_DDTM_AvisCLE
P.J. : Avis de la CLE

Monsieur le Directeur
DDTM 17 – EBDD – Unité Gestion et
Préservation de la Ressource en Eau
89, avenue des Cordeliers
17000 LA ROCHELLE

Objet : Avis de la CLE sur la demande d'AUP n°2 – Bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde
(A/IOT 0100001025)

Royan, le 22 avril 2022

Monsieur,

Via une demande dématérialisée en date du 22 mars 2022, vous sollicitiez l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Seudre, à propos d'un dossier de demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les Bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde, déposé par l'OUGC Saintonge.

Au regard des délais réglementaires inhérents à la présente demande d'avis, et considérant que le Bureau de la CLE ne peut être réuni avant la date de réponse souhaitée, c'est le président de la CLE qui a autorité pour rendre un avis sur la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les Bassins de la Seudre et des Fleuves Côtiers de la Gironde, conformément à l'article 15 des règles de fonctionnement de la CLE.

Vous trouverez par conséquent, en annexe de ce courrier, l'avis motivé de la CLE relatif à la demande précitée.

Veuillez croire Monsieur le Directeur, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Président,



Pascal FERCHAUD

Royan, le 22 avril 2022

AVIS DE LA CLE

Emetteur de la demande : DDTM17

Date d'émission de la demande : 22 mars 2022

Date de réponse souhaitée : 6 mai 2022

Objet de la demande : *Avis de la CLE sur la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les Bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde*

Emetteur de l'avis

L'article 15 des règles de fonctionnement de la CLE, approuvées en réunion de CLE le 13 février 2013, prises en application des articles L.212-4 et R.212-29 à R.212-34 du Code de l'Environnement, mentionne que :

« La CLE donne délégation au bureau pour étudier et émettre un avis concernant les dossiers qui lui sont transmis, ..., Le Bureau émet des avis conformes aux préconisations du SAGE et aux orientations formulées par la CLE. Si le délai de réponse le nécessite, délégation est donnée au Président. »

Au regard des délais réglementaires inhérents à la présente demande d'avis, et considérant que le Bureau de la CLE ne peut être réuni avant la date de réponse souhaitée, c'est le président de la CLE qui aura autorité pour rendre un avis sur la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les Bassins de la Seudre et des Fleuves Côtiers de la Gironde, conformément à l'article 15 des règles de fonctionnement de la CLE précité.

Eléments de contexte

La DDTM17 a saisi la CLE du SAGE Seudre pour avis sur un dossier d'autorisation environnementale au titre des articles L181-1 et suivants du Code de l'environnement, concernant une demande d'Autorisation unique pluriannuelle de prélèvements sur les bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde.

*Par ailleurs, l'article R214-31-2 -III du Code de l'environnement dispose que : « **Les prélèvements faisant l'objet de l'autorisation unique de prélèvement doivent être compatibles avec** les orientations fondamentales, les dispositions et les objectifs environnementaux fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et, le cas échéant, avec **les objectifs généraux du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Ils sont conformes au règlement de ce schéma. S'il y a lieu, ils sont rendus compatibles ou conformes par modification de l'autorisation en cas de révision de ces schémas.** »*

La Chambre Régionale d'Agriculture Nouvelle-Aquitaine a été désignée OUGC, notamment sur les Bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de Gironde, par arrêté inter-préfectoral en date du 18 décembre 2013.

La présente demande d'AUP, dite n°2, fait suite à l'annulation, par le tribunal administratif de Poitiers en date du 4 juillet 2019, de l'arrêté inter-préfectoral du 8 août 2017 relatif à l'AUP n°1 sur les bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde, à compter du 1er avril 2021.

L'AUP n°2 est sollicitée pour chaque bassin et pour 15 Plans Annuels de Répartition (PAR), soit de 2022 à 2036. Les PAR seront ajustés en fonction des nouvelles modalités qui seront inscrites dans le Projet de Territoire de Gestion de l'Eau (PTGE) de la Seudre.

Contenu du dossier

Chapitre I : « Résumé non technique »

Chapitre II : « Dispositions générales »

Chapitre III : « Etat des lieux »

Chapitre IV : « Description du projet et justification »

Chapitre V : « Analyse des impacts du projet »

Chapitre VI : « Mesures pour ERC »

Chapitre VII : « Compatibilité avec les documents de planification »

Chapitre VIII : « Conditions de réalisation de l'étude »

Liste des annexes

Analyse de la compatibilité/conformité au regard des dispositions et des règles du SAGE Seudre



L'analyse se limitera aux parties relatives au Bassin de la Seudre, le Bassin des Fleuves côtiers de la Gironde n'étant pas dans le périmètre du SAGE Seudre.

Dans les pages suivantes :

Les paragraphes sur fond gris sont les remarques et recommandations formulées par le Président de la CLE du SAGE Seudre.

Les paragraphes sur fond bleu sont les rappels des dispositions du PAGD et des règles du Règlement du SAGE Seudre.

Introduction

Le bassin versant de la Seudre est identifié comme territoire en déséquilibre quantitatif important dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE Adour-Garonne 2016-2021).

L'objectif d'un retour à l'équilibre de la ressource en eau est une des conditions d'atteinte du bon état des eaux, imposée par la Directive Cadre sur l'Eau.

Le SAGE Seudre, approuvé par arrêté préfectoral le 7 février 2018, décline localement le SDAGE Adour-Garonne en proposant des dispositions et des règles visant la gestion et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin de la Seudre, partagé par les acteurs du territoire réunis au sein de la Commission Locale de l'Eau.

La « gestion quantitative » constitue un des 5 enjeux majeurs identifié dans le SAGE Seudre, lequel se décline en 5 objectifs :

- Respecter le volume prélevable dans les cours d'eau et dans les nappes d'accompagnement pour tous les usages ;
- Retrouver l'équilibre quantitatif des milieux doux, salés et saumâtres et assurer les fonctionnalités de l'hydrosystème ;
- Adapter les usages à la ressource ;
- Mobiliser la ressource ;
- Economiser la ressource en eau.

Cet enjeu fait par ailleurs l'objet de deux règles du règlement, ainsi que de 23 dispositions du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD) du SAGE Seudre.

Analyse

➤ I.3.2 - Volumes attribués en 2022 (pages 22-24)

*« Sur les bassins déficitaires, comme la Seudre moyenne et aval, ayant une démarche de PTGE, **le décret de Juin 2021 permet à l'OGC de proposer des volumes supérieurs aux volumes prélevables** » Article 7 - V. – Lorsque l'autorisation unique de prélèvement est délivrée dans le cadre de **la mise en œuvre** d'un programme de retour à l'équilibre, elle peut autoriser temporairement en période de basses eaux des prélèvements supérieurs au volume prélevable approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, jusqu'à l'échéance prévue pour ce retour ». Dans ce cadre, les volumes demandés sur ces bassins sont supérieurs aux volumes prélevables. »*

Il semble que l'analyse faite de la partie susmentionnée de l'article 7 du Décret n°2021-795 du 23 juin 2021, codifié à l'article R214-31-2-V du Code de l'environnement, soit erronée.

En effet, cet article précise que lorsque l'autorisation de prélèvement est délivrée dans le cadre de la **mise en œuvre** d'un programme de retour à l'équilibre, lequel prend la forme d'un PTGE sur le territoire considéré (Instruction du Gouvernement du 7 mai 2019 relative au projet de territoire pour la gestion de l'eau), il peut être inscrit dans ce Plan la possibilité d'autoriser temporairement en période de basses eaux des prélèvements supérieurs au volume prélevable approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, jusqu'à l'échéance prévue pour ce retour.

Or, le PTGE de la Seudre n'est pas à ce jour approuvé, et par conséquent ne fait pas encore l'objet d'une mise en œuvre effective.

Dès lors, et comme mentionné dans ce même article : « A défaut de volume prélevable approuvé, l'autorisation s'appuie sur un volume prélevable provisoire justifié ou sur des éléments du dossier d'étude d'impact démontrant que le volume autorisé à l'étiage vise à respecter à terme le bon fonctionnement du milieu sur cette période. L'autorisation est mise à jour lorsqu'un volume prélevable est approuvé. »

L'ensemble de la demande d'autorisation étant basée sur la proposition de volumes prélevables non réglementaires, il ne sera pas procédé à une analyse précise et complète de ce document sur ce sujet.

Il est donc recommandé, dans l'attente de l'approbation du PTGE de la Seudre :

- Soit de prendre en compte les volumes prélevables qui ont été définis par le protocole d'accord entre l'Etat et la profession agricole du 21 juin 2011 et notifié le 26 octobre 2011 ;

- Soit de s'appuyer sur un « volume prélevable provisoire justifié ou sur des éléments du dossier d'étude d'impact démontrant que le volume autorisé à l'étiage vise à respecter à terme le bon fonctionnement du milieu sur cette période. »

Rappel de la Règle 3 du Règlement du SAGE Seudre :

REGLE 3 : ENCADRER L'EXPLOITATION DES RESSOURCES SUPERFICIELLES ET DE LEURS NAPPES D'ACCOMPAGNEMENT

Toute nouvelle demande de prélèvement, instruite en vertu des articles L. 214-1 et suivant du Code de l'environnement, ou de l'article L. 511-1 du même code, est autorisée dans les eaux superficielles ou dans les nappes souterraines, dites d'accompagnement, du turonien-coniacien (masse d'eau FRFG093), du santorien-campanien (masse d'eau FRFG094) et du cénomanien (masses d'eau FRFG076), localisées sur la Carte 3, à condition que la demande respecte le volume prélevable en vigueur notifié par le préfet, par sous-bassin versant et par usage.

➤ I.8.2 Compatibilité/Conformité avec le SAGE Seudre (pages 45-46)

« Le projet actuel de demande d'AUP sur la Seudre et les Fleuves côtiers de Gironde répond aux objectifs du SAGE Seudre. En effet, sur ce bassin de la Seudre, les volumes prélevés ont évolué et évolueront à la baisse afin de respecter les volumes prélevables actuels et futurs (en cours de révisions). En complément de la baisse globale des prélèvements, la hiérarchisation des impacts des unités de prélèvements effectuée dans cette étude permet de localiser de façon opérationnelle les prélèvements les plus impactants et ainsi contribuer aux respects des objectifs du SAGE Seudre. »

Les informations contenues dans la demande d'autorisation reprennent en partie les propositions faites dans le cadre de l'élaboration du PTGE de la Seudre et à ce titre tendent globalement à satisfaire aux règles et dispositions du SAGE Seudre.

Toutefois, et comme énoncé au chapitre précédent, le PTGE de la Seudre n'étant pas à ce jour approuvé, et aucuns nouveaux volumes prélevables n'ayant été arrêtés par le Préfet, il ressort que la demande d'AUP ne respecte pas la règle 3 du Règlement du SAGE Seudre précitée.

Avis du Président de la CLE

Au regard du dossier de demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde, présenté par l'OUGC Saintonge et notamment considérant la non-conformité de la demande avec la règle n°3 du SAGE, l'avis formulé devrait être négatif.

Ceci étant, considérant :

- D'une part, les démarches engagées sur le bassin de la Seudre, dans le cadre de l'élaboration du PTGE Seudre, et plus particulièrement les travaux de réévaluation des volumes prélevables, lesquels ont conduit à la mise en lumière d'interactions hydrogéologiques entre les bassins de la Seudre et de la Charente à l'échelle des nappes du crétacé. Ceci ayant pour conséquence la mise en œuvre d'un travail interbassin conséquent, dont les délais de réalisation ne sont pas aujourd'hui connus ;

- D'autre part, les difficultés que pourrait entraîner pour la profession agricole irrigante un positionnement strict reposant sur l'application sans discernement de la règle n° 3 du SAGE Seudre, conduisant à une importante réduction de la possibilité de prélèvement dans les nappes aquifères.

M. FERCHAUD, président de la CLE, propose un **avis favorable sous réserve** :

- Que, comme le dispose l'article R214-31-2-V du Code de l'environnement, l'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde, soit mise à jour lorsque les volumes prélevables auront été approuvés par un arrêté préfectoral ;
- Que, comme le dispose l'article D181-15-1-II-4 du Code de l'environnement, l'étude d'impact, ou l'étude d'incidence de l'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvements sur les bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de la Gironde, sera mise à jour et comportera, le programme de mesures de retour à l'équilibre, mentionné au IV de l'article R. 214-31-2 du Code de l'environnement, issu d'une concertation territoriale, dénommé PTGE de la Seudre, lorsque ce dernier sera approuvé.